

Intervention de l'APSES à l'Assemblée Générale de l'AFSP (2 septembre 2011)

Au nom de l'APSES, je tiens tout d'abord à remercier sincèrement l'AFSP pour nous avoir invités à son congrès et laissé ce temps de parole privilégié. Je tiens également à excuser Marjorie Galy, notre présidente, qui aurait dû et voulu être présente à ma place mais est retenue par la pré-rentrée dans son établissement. Merci enfin également pour le soutien que vous nous avez apporté et continuez à nous apporter, tant à titre collectif qu'individuel, face aux entreprises de sape auxquelles l'enseignement des SES est confronté avec une vigueur sans précédent depuis 2007.

Relégation au rang d'« enseignement d'exploration » facultatif et réduit à 1 heure et demi par semaine en classe de 2nde, mais aussi refonte radicale des programmes à tous les niveaux, de même que des épreuves d'évaluation du bac, laissant la part belle à l'enseignement d'une « science économique » naturalisée et découplée des autres sciences sociales. Il s'agit désormais pour les élèves essentiellement d'ingurgiter des théories éloignées de leur expérience, plutôt que de partir de cette dernière pour s'interroger sur les fondements de l'ordre social dans lequel ils évoluent sous tous ses aspects. Or, c'est précisément cette entrée par les enjeux pour aller vers les notions, qui a joué un rôle central dans le succès de la discipline auprès des élèves, qui est aujourd'hui inversée. Le tout dans la précipitation et sans concertation avec les premiers intéressés, à savoir les enseignants et leurs élèves.

Lorsque le nouveau programme de 2nde, appliqué depuis la rentrée dernière, a été publié, votre présidente, Nonna Mayer, nous a ainsi écrit qu'elle trouvait « *la méthode détestable et la sélection retenue édifiante, on enlève des programmes tout ce qui de loin ou de près ressemble aux Sciences sociales, tout ce qui fait réfléchir et tout ce qui fâche* ». Yves Déloye, secrétaire général de l'AFSP, observait quant à lui que le « *choix a été fait de refondamentaliser le programme autour d'une vision très restrictive des sciences économiques qui laisse largement de côté l'insertion sociale mais aussi politique des faits économiques étudiés*. Ajoutant qu'il s'agit d'« *un retour en arrière par rapport à une tendance lourde des enseignements de SES d'être à la fois transdisciplinaire et largement en prise avec des questions concrètes mais essentielles de notre monde contemporain, souvent éloigné des théories économiques pures* ».

Les mêmes remarques s'appliquent à notre sens mot pour mot au nouveau programme de 1ère qui entre en vigueur dès cette rentrée. Concernant plus particulièrement la science politique, si sa place lui a été en apparence préservée, avec l'existence d'un chapitre dédié intitulé « ordre politique et légitimation », ainsi que de deux chapitres invitant à « croiser les regards » des différentes disciplines, vous êtes bien placés pour savoir qu'il est nécessaire d'aller au-delà du « curriculum » écrit pour étudier sa réception et sa mise en pratique. Or, les trois chapitres en question sont ainsi relégués en fin de programme – avec un risque important d'être ainsi bâclés, sinon purement et simplement « oubliés » par les collègues.

Exemple révélateur de la disproportion entre la masse des contenus à enseigner et la faiblesse des horaires dédiés, qui affecte plus généralement tous les nouveaux programmes : un collègue, « représentant » auto-proclamé des enseignants de SES dans la commission dirigée par Jacques Le Cacheux pour élaborer les programmes

propose sur son site Internet une fiche pédagogique proposant de traiter le chapitre de science politique en 10 heures (soit deux semaines de cours), et alors qu'une année scolaire de SES en première comporte 180 heures. Et le tout en 26 pages ! Cela se passe de commentaires...

Jusqu'à présent, la science politique faisait en outre l'objet d'une option spécifique en classe de 1^{ère} de 72 heures annuelles, qui offrait une liberté pédagogique suffisamment ample aux collègues pour leur permettre d'étudier concrètement avec leurs élèves les rouages de la vie démocratique. Très appréciée des uns comme des autres, on ne peut que déplorer sa suppression l'année même d'échéances électorales majeures, synonymes de matériaux particulièrement intéressants à faire analyser à de jeunes citoyens en formation. La spécialité SES en Terminale a du reste été scindée en 2, entre une option « économie approfondie » et une intitulée « sciences sociales et politiques » - venant confirmer le cloisonnement disciplinaire, avec les logiques de hiérarchisation implicite que l'on connaît. En outre le programme de cette dernière est bien trop chargé pour laisser place à la mise en œuvre d'exercices pédagogiques originaux, surtout une année d'examen. Que dire du cloisonnement disciplinaire que les entrepreneurs de la réforme ont réussi à imposer au moment même où la crise économique amorcée par l'effondrement des prêts subprime exige plus que jamais des analyses indissociablement économiques, politiques et sociales.

Ce croisement des regards, vous le représentez d'ailleurs plus que toute autre discipline, héritière que vous êtes du droit public, de la philosophie et de la sociologie, obligés également de vous intéresser aux dimensions économiques et anthropologiques des objets que vous étudiez. C'est également celui que, pour beaucoup, vous mettez en œuvre dans vos enseignements, à l'Université, et plus encore dans les IEP. Or, au-delà de sa faiblesse épistémologique, l'introduction d'un tel cloisonnement revêt également une double-portée politique : à longue portée, il véhicule une « naturalisation » de l'ordre économique favorable à certains intérêts – inutile de développer- et qui atrophie le débat public, et d'un point de vue tactique, il permet d'évacuer à moyen terme l'une ou l'autre composante des SES – je vous laisse deviner lesquelles... Confrontée à des programmes qui remettent en cause dans ses différents fondements le projet même des SES, l'APSES mène une mobilisation plurielle dont le répertoire ne cesse de s'enrichir. Dernier élément en date : l'élaboration d'un programme de « contournement » pour la classe de 1^{ère}, qui propose de corriger les défauts que nous reprochons à l'officiel – aridité, cloisonnement disciplinaire, encyclopédisme, manque de cohérence et de progressivité-, tout en transmettant les savoirs et savoir-faire exigibles dans la perspective du baccalauréat. Et depuis hier, nous proposons également SESâme, un manuel en libre accès en ligne. Rédigé par une cinquantaine d'enseignants volontaires et bénévoles, celui-ci a vocation à s'enrichir progressivement des contributions et réactions de ses utilisateurs ; et à ce titre, nous sollicitons une fois de plus votre soutien et votre « expertise » de chercheurs et enseignants, mais aussi de citoyens. Face à ce que, depuis Christian Topalov, on a coutume d'appeler une « nébuleuse réformatrice », où se coalisent des adversaires influents – dont le moindre n'est pas l'ancien dirigeant de la PNB, Michel Pébereau, qui vient encore de rappeler tout le mal qu'il pensait des SES devant l'académie des sciences morales et politiques-, votre soutien nous est plus que jamais nécessaire. Ne serait-ce que parce que vos travaux

ne cessent de rappeler que derrière toute décision se dissimule une configuration d'intérêts et de rapports de force. C'est pour faire évoluer ce dernier que l'union de nos forces nous apparaît plus que jamais indispensable car, au-delà de l'homologie de position qui nous caractérise, vous dans l'enseignement supérieur et nous dans le secondaire, nous sommes convaincus que l'avenir de la science politique et celui des SES sont indissociables.